

Le Parti socialiste prend le virage régionaliste wallon

Le vice-président du PS Willy Demeyer annonce la tenue d'un congrès régionaliste wallon: il est épaulé par Magnette et Marcourt.

MARTIN BUXANT

Les grandes manœuvres ont débuté au Parti socialiste – une formation politique commotionnée par la succession d'affaires liées à la mauvaise gouvernance ces derniers mois. Alors que le parti se réunit ce dimanche à Bruxelles pour son congrès de rentrée, le vice-président du PS Willy Demeyer, dans une interview accordée à L'Echo, annonce la tenue prochaine d'un congrès wallon. *«Il est temps de prendre en main et de structurer la réflexion wallonne»*, estime

Willy Demeyer, qui va mener la démarche allant jusqu'à la tenue de ce grand congrès fondateur. Le signal est là, désormais, les régionalistes ont pris un ascendant clair au Parti socialiste, une formation politique qui, sous l'ère Di Rupo, a davantage joué la carte francophone.

Willy Demeyer, par ailleurs bourgmestre de Liège, annonce être épaulé dans sa démarche par *«deux personnalités de poids»*, à savoir le Liégeois Jean-Claude Marcourt et le Carolo Paul Magnette. L'ex-ministre-président, successeur plus que probable d'Elio Di Rupo à la présidence du parti, confirme, par ailleurs, s'inscrire dans la démarche wallonne emmenée par Willy Demeyer. Les patrons des deux grandes métropoles entendent donc structurer l'axe régionaliste. *«Nous ne nous inscrivons pas dans une démarche d'opposition à Bruxelles, ajoute encore Willy Demeyer, mais il est clair que, nous autres, Wallons, devons redéfinir nos rapports à Bruxelles. Tout cela doit être*

pensé et structuré: l'opposition nous laisse d'ailleurs davantage de forces vives, de temps et d'énergie pour penser toute la dimension wallonne.»

Le grand congrès wallon du Parti socialiste se tiendra après le mois de novembre et, assure le vice-président du PS, il ne parasitera pas la réflexion du *«chantier des idées»*, un chantier initié par Elio Di Rupo visant à repositionner idéologiquement le parti et à ancrer le socialisme dans l'époque actuelle. Celui-ci a pris du retard et sera finalisé en novembre.

N'empêche: le virage wallon du PS apparaît aujourd'hui très concret et va éclipser tout le reste puisque de nombreuses compétences et domaines seront examinés sous l'angle de vue régional. Ainsi, l'enseignement devrait-il être l'un des premiers à passer à la moulinette régionale: *«On ne va pas faire l'économie de ce débat-là»*, dit Willy Demeyer.

Le Liégeois assure l'actuel président Elio Di Rupo de son soutien pour mener l'actualisation des valeurs au sein du *«chantier des idées»*. Reste qu'alors que l'extrême gauche est à l'affût, le calendrier de départ d'Elio Di Rupo de la présidence du parti est scruté par de nombreux camarades. Di Rupo a toujours dit qu'il voulait lui-même participer à la réflexion post-élections de 2019. Les socialistes devraient le cas échéant mener campagne électorale avec à leur tête un président qui, entre autres dans sa fonction de Premier ministre, a dû faire énormément de compromis et de synthèses. *«Il ne faut pas trop se focaliser sur Elio Di Rupo»*, tempère Willy Demeyer.

«Nous ne sommes pas dans une démarche d'opposition par rapport à Bruxelles.»

WILLY DEMEYER
VICE-PRÉSIDENT DU PS

Alors que les camarades se réunissent dimanche pour la rentrée, le vice-président du Parti socialiste, Willy Demeyer, annonce qu'un grand congrès du PS wallon sera prochainement organisé pour mettre le régionalisme en ordre de marche. Le début d'une nouvelle ère.

Willy Demeyer

«Il est temps de structurer la réflexion régionaliste wallonne»

LES PHRASES CLÉS

«Après le mois de novembre, nous allons organiser un grand congrès régionaliste wallon.»

«Toutes les fédérations du Parti socialiste seront présentes à part Bruxelles.»

«On va structurer de nombreux points dont notre réflexion sur l'enseignement.»

RENCONTRE MARTIN BUXANT

On ne le répétera jamais assez: méfiez-vous des apparences. Et méfiez-vous de l'eau qui dort. Car, rayon apparences, le client de ce samedi – amis lecteurs – donne l'air de ne pas y toucher. Tenez, rien que le prénom, «Willy», cela envoie directement dans le registre de la sympathie, cela confère même une aura bonhomme et tranquille. Et pourtant.

Et pourtant, Willy Demeyer, puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'est pas Droopy. Pas plus tard que cette semaine, un haut gradé de l'armée socialiste nous disait ceci à propos du sieur Demeyer: «Willy, c'est un boa. L'air de ne pas y toucher, il vous encercle, il vous étouffe, lentement mais sûrement, et il parvient toujours à ses fins. Il sait exactement où il veut en venir.»

Voici donc Willy-le-boa. Il est assis, ce jeudi après-midi, en marge de la première session parlementaire de l'année, dans le «salon des ambassadeurs» – ça ne s'invente pas – au premier étage du Parlement. Et il dir d'un air dont on ne sait pas trop bien s'il est sérieux ou truffé de second degré: «C'est un salon très prisé par les hautes personnalités: Elio Di Rupo et Olivier Chastel y ont par exemple souvent discuté de l'avenir de la Wallonie.»

Dimanche, c'est jour de rassemblement

pour les camarades puisqu'ils se retrouvent à Bruxelles pour leur rentrée politique. «Il y a eu des démissions, il y a eu des mouvements. Moi-même, je vais quitter le Parlement le 1^{er} novembre pour me consacrer à Liège, le mouvement est enclenché au Parti socialiste, entame-t-il. Le processus du chantier des idées a un peu tardé mais il est là, on va avoir non seulement un redéploiement dans les idées et les concepts mais aussi un redéploiement dans la stratégie.»

«Le parti du travail, c'est le PS»

Le congrès de ce week-end est axé sur le travail. «Je trouve cela intéressant, la réflexion autour de la déstructuration du travail, comment répondre à des phénomènes comme Uber, etc.? On démontre très clairement que le parti du travail, c'est le PS. Nous sommes le parti qui prend le mieux en compte la dimension du travail.»

Il hésite, il est peut-être encore un peu tôt dans l'interview pour envoyer un premier tir de barrage au PTB. «On sait que plus que jamais il faut associer l'ensemble de la gauche et de ses militants à notre réflexion sur le positionnement d'un grand parti de gauche moderne.»

-Vous étiez démodé?

«Non, mais la réflexion devait être renouvelée. Et nous sommes les seuls à effectuer cet exercice. On a un document de 800 pages, un vrai boulot qui embrasse toutes les facettes de la vie. Comment fier l'évolution avec les valeurs de gauche. Prendre en compte la mobilité, la pollution, l'interactivité, les circuits courts...» Il récite, on sent que le discours a été rodé. «Je suis très content de ce travail qui est mené sur le chantier des idées.»

On lui fait remarquer que dans son livre, Elio Di Rupo «re» gauchise son discours, flirte avec certaines idées de la gauche extrême. «Je ne pense pas qu'on soit devenu des communistes. Je pense que pour permettre au plus grand nombre de bien vivre, on doit se poser des questions. La société s'oriente vers davantage d'individualisme, ça peut nous perdre. Mais nous, socialistes, nous sommes pour la reconnaissance du mérite, le travail, l'entrepreneuriat, mais nous sommes aussi pour la solidarité.»

«La question de la succession de Di Rupo ne se pose pas»

Il poursuit: «C'est Di Rupo qui veut mener à bien la réflexion d'actualisation des valeurs, il est élu jusqu'en 2019. Il consulte beaucoup et prend les problèmes à bras-le-corps, pour l'instant la question de sa succession ne se pose pas.»

Les critiques sur le président Di Rupo sont de deux ordres. Celles sur son âge n'ont pas lieu d'être. En revanche, on peut entendre les critiques sur la masse de compromis avec la droite – de la consolidation stratégique des entreprises publiques à l'exclusion des chômeurs – qu'il a dû faire durant sa carrière. C'est un refrain que chante sans cesse l'extrême gauche et contre lequel, avec un Di Rupo à la tête du PS, les camarades éprouvent des difficultés à se battre.

«Il a été un excellent Premier ministre, un homme de synthèse, répond Demeyer. Et je crois qu'il est capable de remettre le parti en ordre de marche parce qu'il a en lui la modernité pour adapter le parti aux combats de demain.»

-C'est donc lui qui va mener la campagne électorale du Parti socialiste?

«Mais ça n'était pas la question»...

Il souffle. Il reprend: «La campagne, elle va se mener partout à tous les niveaux, tout le monde va se mouiller. Il ne faut pas se focaliser sur Elio en particulier.» Pour le futur du parti, il cite entre autres le bourgmestre de Charleroi, l'incontournable Paul Magnette. «C'est

un des éléments qui comptera dans le futur.» La fédération liégeoise participera «avec enthousiasme» au redéploiement du parti socialiste.

«Actualiser l'idée régionaliste»

Et il sourit. «Je voulais encore vous dire une chose.» L'air de ne pas y toucher, il sort une bombe de sa poche. «On va organiser un congrès wallon avec le Parti socialiste. On en discute depuis un moment. Dans la foulée du chantier des idées, après novembre, toutes les fédérations du PS, à l'exception de Bruxelles, seront invitées pour un grand congrès wallon. On va actualiser l'idée régionaliste.» Boum.

Alors que le PS de Di Rupo a toujours joué la carte du téléphone, que les socialistes ont

tant bien que mal pu se maintenir au gouvernement de la Communauté française, le régionalisme wallon va se structurer.

«Je vais lancer et piloter ce congrès en tant que président des socialistes wallons. La décision a été prise mardi. Tant Liège que Charleroi sont demandeurs; le mouvement est profond, je m'en réjouis. Les idées vont fuser, il faut tout structurer. Pour ma part, je souhaite par exemple qu'on se penche sur la place des métropoles en Wallonie, le développement urbain, l'aménagement du territoire. On va vers l'Europe des métropoles: quelle forme cela va-t-il prendre en Wallonie? Ce sera mon intervention comme participant, pas comme président. La manière de gérer des villes le plus durablement possible, si on arrive à faire percoler ces idées, on va faire

progresser toute la Wallonie et pas seulement l'une ou l'autre ville.»

Et il ajoute: «Bruxelles n'est pas concernée par notre débat, mais nous sommes concernés par nos relations avec Bruxelles.» Allo Rudi Vervoort?

«L'enseignement, c'est une des questions qui va bien sûr se poser à côté de la culture. On doit très certainement penser à l'avenir de l'enseignement, c'est l'un des points de nos débats. Je suis satisfait: dans tous les coins de Wallonie, des camarades travaillent à ce futur congrès. Eric Massin, le président de la fédération de Charleroi, Paul Magnette ou Jean-Claude Marcourt sont très investis dans ce débat-là. C'est très important. L'axe Liège-Charleroi est donc central pour la mise en place de ce grand congrès wallon.

Tiens, il tresse des lauriers à son camarade ex-ministre wallon de l'Économie: «Je suis complètement raccord avec Jean-Claude Marcourt. Il a fait un travail remarquable de structuration de l'économie wallonne. Tout cela bien sûr doit venir à côté de la modulation du temps de travail, je ne dis pas réduction mais modulation du temps de travail. C'est important. Mais à côté de ça, il faut créer de l'activité. On a besoin de travail pour structurer la société, avoir trop de personnes qui ne travaillent pas, c'est déstructurant pour une société. On doit donc créer de l'activité.»

-Mais vous parlez comme un libéral, ou presque...

Il se fâche: «Non!! Je suis un réaliste. Et c'est cela aussi le propre d'un grand parti. Un grand parti reflète plusieurs avis sur un même thème, plusieurs sensibilités. Ce qu'il faut arriver à faire, c'est la synthèse. Certains, à Liège, me perçoivent quasiment comme un Ecolo tellement j'ai une sensibilité pour l'environnement, etc., ce n'est pas

antinomique, la nouvelle gauche est à redéfinir et c'est ce que nous faisons.»

«Le PTB n'a pas vocation à exercer le pouvoir»

Là, Willy Demeyer est en surchauffe. Idéal pour le faire revenir sur l'extrême gauche qui taille des croupières au Parti socialiste dans tous les derniers sondages. «La démarcation entre eux et nous est simple: l'attitude par rapport à la prise de responsabilités. Nous pensons qu'il faut s'engager et prendre des risques pour nos idéaux. Alors le PTB, bien sûr, dit qu'on fait des compromissions. Mais pour eux tout est compromission! Vous comprenez bien qu'ils n'ont pas vocation à exercer le pouvoir. Je le constate tous les mois au conseil communal de Liège. Ils sont dans la négation des institutions. La technique mise en œuvre, c'est l'appel à la rue. Nous, nous sommes pour la démocratie participative, je passe ma vie avec des citoyens, mais à côté de ça, nous gérons la société organisée. Être sans arrêt hors cadre dans la critique, s'emparer d'un micro-élément de la vie liégeoise pour en faire un point de doctrine. Ils n'ont aucune préoccupation pour la situation locale et pour les

gens. Ils instrumentalisent la ville au profit de leur parti.»

On imagine, donc, que l'appel de la FGTB wallonne à former des coalitions entre le PS, le PTB et Ecolo n'a pas dû lui faire plaisir. «J'ai entendu l'appel de la FGTB wallonne, mais c'est le citoyen qui compte – syndiqué ou pas. Moi, j'ai vocation à m'adresser à tout le monde. On va se présenter avec des listes fortes et unies et on verra ensuite ce qui sera fait, mais on ne va pas commencer à mettre la charrue avant les bœufs. Je pense de toute façon, comme je vous l'ai dit, que la question du PTB ne se pose même pas, ils ne veulent pas aller au pouvoir. Allez, si on doit attendre que les traités européens soient revus pour monter au pouvoir, Raoul Hedebouw sera pensionné. Nous vivons dans l'action, dans le quotidien. On ne leur promet pas tout et n'importe quoi, on ne leur dit pas que le Grand Soir va arriver, on travaille.»

«Le PS a fait un gros travail d'introspection»

Allez, on fait un tour sur la gouvernance, les affaires de ces derniers mois qui font plier le Parti socialiste. «Le PS a fait un gros travail d'introspection, on a beaucoup bougé. Sur Publifin, il y a une analyse sur la gouvernance du groupe, la ligne de gestion, les objectifs à long terme et tout cela sera terminé en décembre pour l'assemblée générale. Il faut un nouveau mode de gouvernance adapté à une société im-

portante pour l'économie liégeoise et wallonne.»

Ah. Et Stéphane Moreau a-t-il encore sa place à la tête de Nethys? «C'est un garçon extrêmement compétent et il doit se conformer aux règles de gouvernance et de rémunérations décidées. Et je pense qu'il le fait.» Le «cas» Moreau à la tête de Nethys est donc désormais réglé à Liège, semble-t-il.

Il concède que l'affaire Publifin a fait mal à Liège. «Oui, car Liège va mieux, incontestablement, et le redéploiement est effectif et c'est fait avec toutes les forces politiques. Donc ça casse une dynamique. C'est dommage.» D'un autre côté, «cette affaire va permettre d'évoluer vers un statut de société sui generis». Reste que le fait que les socialistes ne soient plus au pouvoir en Wallonie pourrait singulièrement changer la donne pour Publifin/Nethys. «La société a besoin d'un encadrement public mais c'est une société globalement privée, elle vit sa vie. Elle est indépendante des pouvoirs publics. Maintenant, les administrateurs de Nethys seront-ils des politiques ou des professionnels désignés, ce n'est pas encore tranché.» Au-delà de Nethys, «j'attends de voir comment ce nouveau gouvernement wallon va agir».

En ménage avec le cdH liégeois depuis des lustres, Willy Demeyer n'aime pas trop s'étendre sur «la trahison» des centristes et la demande de Benoît Lutgen de jeter les socialistes par-dessus bord des gouvernements des entités fédérées. «Oui, c'est quelque chose d'inédit, comme dans un ménage, si ça ne fonctionne pas, la moindre des choses c'est d'avoir une discussion.» Timide.

On comprend pourquoi: «J'ai une grande habitude de travail avec le cdH à Liège et je ne m'en plains pas. Notre coalition tient en compte le privé et le social. Alors, oui, j'ai été surpris et déçu de la manière de faire de Lutgen mais cela ne doit pas avoir d'implication sur la Ville de Liège, il faut se garder d'importer ces conflits dans les niveaux locaux et des communes.»

Il marque une pause. «Allez, les majorités locales, on fait cela sur la base d'un programme et de sa convergence, il faut aussi un rapport de forces et des affinités interpersonnelles, de la confiance, du plaisir dans le travail. C'est essentiel. La question du PTB, encore une fois, ne se pose pas. C'est comme si je disais; j'irai avec les communistes au pouvoir le jour où il va pleuvoir des braquettes.»

Là, il jette un œil sur son assistante, content de son mot d'esprit.

Il rit. Elle rit. Nous aussi.

«En disant cela, je ne prends pas grand risque, ils ne veulent pas du pouvoir.»

Décidément: rien de pire qu'un communiste pour énerver un boa (liégeois).

«Si on doit attendre que les traités européens soient modifiés pour voir le PTB au pouvoir, Hedebouw sera pensionné depuis longtemps.»